

Notre avenir énergétique se décide maintenant



Tour de France des régions – Ile-de-France
Réunion « Grand public » - Paris le 20/12/2022
Synthèse de la réunion

1. Discours introductifs

Marc GUILLAUME, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris

En Ile-de-France, nous avons plusieurs défis à relever : une énergie importée à 90 %, une pollution de l'air chronique et 450 millions de mètres carrés de bâtiments à isoler. Pour autant, la région possède des atouts : une conscience aiguë de la nécessité d'améliorer le mix énergétique, la compacité du territoire, un réseau de transport dense, le développement du vélo et des réseaux de chaleur à la pointe. Nous devrions donc être au rendez-vous pour mettre en œuvre le nécessaire changement que vous impulsez dans cette concertation nationale.

Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre de la Transition énergétique

Notre future programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) a pour but de tracer la direction des 15 ans à venir pour tenir notre trajectoire et produire sur notre territoire suffisamment d'énergie pour que le pouvoir d'achat des Français et la compétitivité de nos entreprises ne soient pas écornés.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation d'urgence absolue. Après son agression de l'Ukraine, la Russie a fait de l'énergie une arme de guerre. Cette crise nous touche particulièrement en Europe, et également en France, car contrairement aux idées reçues, nous ne sommes pas indépendants et nous ne l'avons jamais été. Si nous disposons d'une électricité décarbonée et de capacités de production importantes, nous ne savons pas nous chauffer et nous déplacer sans énergie fossile importée du reste du monde. Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, nous devons sortir des énergies fossiles, ce qui implique des changements structurels sur notre production et notre consommation d'énergie.

Notre politique énergétique repose sur quatre piliers :

- la sobriété énergétique ;
- l'efficacité énergétique ;
- l'accélération de la production des énergies renouvelables ;
- la relance du programme nucléaire.

Nous avons organisé cette concertation afin que le plus grand nombre puisse s'exprimer. Nous avons déjà recueilli 17 000 contributions. Du 19 au 22 janvier, nous organiserons également un forum des jeunes avec 200 jeunes de 18 à 35 ans, pour faire s'exprimer la génération qui aura à supporter les conséquences des décisions que nous prenons aujourd'hui. Nous nous engageons à indiquer au Parlement, avant l'examen du projet de loi de programmation énergie-climat (LPEC), les orientations que nous aurons retenues de cette concertation.

Notre avenir énergétique se décide maintenant



Nous devons aussi tenir compte des spécificités régionales et montrer que chaque région peut apporter sa contribution à la neutralité carbone. Une fois adoptées, la loi et la PPE devront être déclinées au niveau régional, avec des objectifs spécifiques, prenant en compte la réalité de la production et de la consommation à date et à venir afin que chacun prenne sa part, selon un principe d'équité à la fois du financement, de l'effort et de la répartition sur le territoire.

Olivier BLOND, Délégué spécial à la Lutte contre la pollution de l'air et la Santé environnementale, Conseil régional d'Ile-de-France

Notre territoire est confronté à différents enjeux :

- Enjeux de santé publique :

Une transition ratée impliquerait la remise en marche de centrales à charbon, avec des conséquences majeures sur la santé (23 000 morts par an en Europe, dont 1 380 en France selon une étude de 2017). De même, 40 à 50 000 morts sont attribuables chaque année à la pollution de l'air. La progression de l'Ile-de-France en matière de concentration des polluants atmosphériques ne doit pas être remise en cause par des difficultés dans notre transition énergétique. L'augmentation du prix de l'énergie pourrait aussi occasionner plusieurs dizaines de milliers de morts (selon *The Economist*).

- Enjeux liés à l'habitat :

En Ile-de-France, 46 % des émissions concernent le bâti (32 % pour les transports). La question de la sobriété dans l'habitat est difficile à résoudre, surtout quand la population continue d'augmenter et exige de construire plusieurs centaines de milliers de logements neufs. Notre région compte par ailleurs 4 % de logements indignes, souvent des passoires énergétiques.

- Enjeux liés aux transports :

La région est dotée d'un réseau extrêmement dense, qui assure 9,4 millions de trajets par jour. Pour garantir l'accès à tous, il faut une énergie peu chère. Augmenter le prix des transports reviendrait en effet à inciter les usagers à se tourner vers la voiture individuelle. De même, l'augmentation du prix de l'électricité rend l'adoption du véhicule électrique plus difficile.

Le changement climatique est déjà là en Ile-de-France. L'enjeu tient donc à l'adaptation. La crise actuelle montre qu'il faut être ambitieux, mais aussi résilient et se fixer des lignes de conduite suffisamment puissantes pour prendre en compte les crises à venir.

2. Présentation des objectifs et des modalités de la concertation

Laurent MICHEL, directeur général de l'énergie et du climat

La concertation doit permettre de mettre en discussion les enjeux de la transition énergétique pour atteindre la neutralité carbone et mettre en lumière les conditions de réussite des mesures à mettre en œuvre. Trois thèmes sont proposés au débat :

- Comment adapter notre consommation pour atteindre l'objectif de neutralité carbone ?
- Comment satisfaire nos besoins en énergie tout en assurant la sortie de notre dépendance aux énergies fossiles ?
- Comment planifier, mettre en œuvre et financer la transition énergétique ?

Notre avenir énergétique se décide maintenant



La concertation se déroule en deux phases : une première phase avec une consultation en ligne ouverte à tous et ce tour de France, puis une seconde phase avec un forum des jeunes qui se tiendra en janvier. Elle nourrira le débat parlementaire du projet de loi de programmation énergie-climat (LPEC) et l'élaboration des documents stratégiques (PPE, mais également stratégie nationale bas-carbone).

Le mot des garants

La CNDP veille au bon déroulement de la concertation et formule des avis. Elle a aussi pour rôle de restituer les propos, en donnant à voir les arguments, les craintes. Elle rédigera à cette fin un rapport exhaustif, fidèle et neutre.

3. Présentation de l'étude « Transition(s) 2050 » de l'ADEME et de l'étude « Futurs énergétiques 2050 » de RTE

Diffusion de la vidéo de présentation de l'étude « Transition(s) 2050 » :

https://www.youtube.com/watch?v=XER_OpLx0Qs

Thomas VEYRENC, directeur exécutif en charge de la stratégie, de la prospective et de l'évaluation de RTE

Nous vivons dans la société des énergies fossiles : 60 % de l'énergie que nous consommons est fossile, contre 25 % pour l'électricité. L'objectif de neutralité carbone implique une sortie complète ou quasi complète des énergies fossiles pour l'ensemble de nos usages.

L

l'étude prospective à horizon 2050 que nous avons menée tire une première leçon : il faut consommer moins d'énergie. Aujourd'hui, la France consomme 1 600 TWh. Il faudra arriver à 1 000 TWh en 2050. Plusieurs solutions sont possibles : efficacité énergétique, sobriété énergétique, remplacement des énergies fossiles par l'électricité. Dans ce nouveau monde, il faudra donc plus d'électricité : autour de 555 TWh dans un monde sobre, et même 755 TWh en cas de réindustrialisation profonde contre 477 TWh aujourd'hui.

Pour alimenter une consommation d'électricité croissante, nous devons repenser notre mix électrique et donc réfléchir à l'évolution de notre parc nucléaire actuel. Construits entre la fin des années 70 et le début des années 90, nos réacteurs ne fonctionneraient pas plus de 60 ans, soit jusqu'en 2040-2050. Nous devons donc décider aujourd'hui de la construction des futures installations de production d'électricité, et c'est la raison pour laquelle nous avons étudié 6 scénarios de mix de production à horizon 2050.

Nous n'atteindrons pas la neutralité carbone sans un développement des énergies renouvelables sur un rythme supérieur à celui observé ces dernières années, y compris dans les scénarios avec du nouveau nucléaire.

Les 6 scénarios ont été comparés sous les angles technique, économique, environnemental et sociétal.

Notre avenir énergétique se décide maintenant



4. Présentation du panorama régional de l'énergie

Jean-Marc PICARD, directeur adjoint à la DRIEAT

En Ile-de-France, nous importons 90 % de notre énergie et nous consommons 60 % d'énergies fossiles et 32 % d'électricité principalement pour le bâtiment (68 %), la mobilité (22 %) et l'industrie (10 %).

En 13 ans, la consommation globale a baissé de 13 %. Néanmoins, la baisse n'a pas eu lieu dans le tertiaire, ce qui constitue un enjeu très fort dans notre région qui recouvre un quart du tertiaire national.

Trois actions sont prioritaires en Ile-de-France :

- le bâtiment ;
- les véhicules ;
- la production d'énergie.

5. Echanges avec les participants

Un participant

Est-il prévu dans la LPEC un scénario où la France n'aurait pas la capacité à produire l'énergie nécessaire ?

Un participant

La neutralité carbone ne sera atteinte qu'avec l'appui naturel des forêts et des sols. Or nous assistons à une hémorragie de notre forêt. N'est-il pas envisageable, comme l'a fait la Chine, de prendre un moratoire pour arrêter l'abattage de centaines d'arbres chaque jour ? Quelle est la position de la France sur la biomasse ?

Un participant

Des passerelles sont-elles prévues entre les scénarios de l'ADEME et RTE ?

Agnès PANNIER-RUNACHER

Aujourd'hui, nous importons déjà 60 % de l'énergie que nous consommons. Nous n'avons pas établi de scénario d'indépendance totale. Nous devons organiser une forme de résilience au niveau européen en renforçant nos interconnexions (électricité, gaz, hydrogène, etc.). Le vieillissement de nos centrales et la montée conjointe des énergies renouvelables expliquent la diminution de la part du nucléaire.

Pendant longtemps, les puits de carbone ont constitué un point fort de la France. Nous comptons même plus de forêts qu'il y a un siècle. Cependant, nos forêts perdent de la capacité à capter du carbone. Pour beaucoup, les coupes ne sont pas liées à l'exploitation non maîtrisée, mais aux problèmes liés au réchauffement climatique. Plusieurs textes ont été élaborés aussi bien au niveau

Notre avenir énergétique se décide maintenant



européen (puits de carbone, déforestation importée) qu'au niveau national (plan de gestion des forêts, gestion de la biomasse, etc.).

Thomas VEYRENC

Nos travaux sont cohérents sur leurs conclusions. Ces scénarios sont des représentations du monde. Nous n'en suivrons aucun. Le gouvernement proposera une trajectoire, qui sera votée par le Parlement.

Jérémie ALMOSNI, directeur régional de l'ADEME

Nous avons essayé d'adresser des logiques systémiques pour évaluer de manière globale les conséquences de nos choix.

Un participant

Pourquoi ne pas établir un scénario qui combine sobriété et réindustrialisation ?

Un participant

La rénovation énergétique est fondamentale. Or nous nous heurtons au manque d'artisans et au manque de courage des banques. Le reste à financer, une fois les aides déduites, est énorme.

Agnès PANNIER-RUNACHER

Les scénarios doivent donner des orientations décrivant différents chemins. La réindustrialisation est essentielle, ne serait-ce que pour développer le nucléaire et les énergies renouvelables. Nous observons un manque de compétences sur de nombreuses filières, notamment la rénovation thermique. Nous essayons de traiter cette problématique avec les réformes de l'apprentissage, des lycées professionnels, mais aussi de l'assurance chômage. Nous devons faire connaître les métiers, les rendre attractifs, les féminiser.

S'agissant du financement, la puissance publique doit aussi apporter des solutions, en particulier pour les logements collectifs. Pour aider les copropriétés à passer à l'action, nous devons développer des systèmes de tiers financement qui tiennent compte de la performance en termes d'économies d'énergie pour sécuriser le financement des banques.

Olivier BLOND

L'habitat constitue un sujet essentiel pour la région. Nous consultons la population sur le schéma directeur régional auquel nous avons ajouté un volet environnemental. Il faut chercher les opportunités qui permettent d'agir avec une efficacité raisonnable.

6. Restitution des ateliers et temps d'échanges

Les participants ont travaillé pendant en atelier sur les questions suivantes :

Notre avenir énergétique

se décide maintenant



- Sur le thème de la consommation d'énergie : Qu'êtes-vous prêts à faire collectivement pour diminuer la consommation d'énergie au niveau régional ? Comment pouvez-vous être accompagnés pour réduire la consommation d'énergie ?
- Sur le thème de la production d'énergie : Quel mix énergétique souhaitez-vous ? Avec quelles implications pour votre territoire en matière d'infrastructures de production d'énergie et d'électricité décarbonée ? Quelle solidarité territoriale entre les régions qui produisent le plus et celles qui consomment le plus ?

Restitution sur le thème « consommation »

Propositions concernant les transports :

- Eviter de se déplacer ;
- Améliorer les infrastructures pour favoriser les mobilités actives, les transports collectifs et l'intermodalité ;
- Adapter le coût des transports ;
- Lier transport et aménagement du territoire, avec des quartiers intenses où l'on peut vivre, travailler et se divertir.

Propositions concernant le bâtiment :

- Baisser la température ;
- Densifier les lieux ;
- Favoriser la bonne rénovation énergétique, bien financée, au bon endroit et bien accompagnée ;
- Isoler les bâtiments ;
- Renforcer l'accompagnement des particuliers ;
- Alléger les démarches et la réglementation.

Propositions concernant les citoyens et leurs représentants :

- Continuer de former et sensibiliser toutes les générations à la crise énergétique et au changement climatique ;
- Faire monter en compétence les citoyens, y compris sur les questions techniques.

Restitution sur le thème « production »

Propositions concernant le mix énergétique :

- Diversifier les énergies en maintenant le nucléaire et en développant les énergies renouvelables pour un mix énergétique équilibré et flexible ;
- Faire des choix énergétiques en fonction de l'empreinte carbone et environnementale ;
- Travailler par filière en tenant compte des spécificités des territoires (géothermie et réseaux de chaleur en Ile-de-France) ;
- Développer des productions décentralisées en complément des grosses unités de production.

Propositions relatives aux implications territoriales :

- Développer les lieux de production au plus près des usages ;
- Définir une fiscalité de nature à encourager les populations à participer à des projets ;
- Mobiliser et optimiser le foncier pour développer les installations d'énergies renouvelables ;

Notre avenir énergétique se décide maintenant



- Continuer d'investir dans la recherche et développement ;
- Créer des industries locales, notamment pour les filières ENR.

Propositions concernant la solidarité territoriale :

- Assurer une plus grande autonomie à l'Île-de-France, afin que la région soit plus résiliente face aux coupures.

Echanges sur les propositions issues ateliers

Un participant

Miser sur le nucléaire n'est-il pas un pari risqué quand la moitié de nos centrales est à l'arrêt et que les EPR ne fonctionnent pas ?

Un participant

Pourquoi ne pas essayer de tirer le maximum de nos centrales comme aux Etats-Unis, où certaines ont été prolongées de 80, voire 100 ans ?

Un participant

Ne faudrait-il pas informer les citoyens des répercussions sur leur vie quotidienne d'une baisse de la consommation ?

Agnès PANNIER-RUNACHER

Le nucléaire représente aujourd'hui 70 % de notre mix électrique. Il ne disparaîtra donc pas d'un coup. Les énergies renouvelables sont en partie intermittentes. En outre, des scénarios 100% EnR auraient un impact non négligeable sur le paysage. Le nucléaire restera donc une composante des scénarios, même si sa part se réduira.

Dans le scénario de référence de RTE, la consommation finale d'énergie est réduite de 40 %, ce qui soulève de nombreuses questions sur l'évolution de nos comportements. Les scénarios de l'ADEME imaginent ces évolutions. Ils impliquent un changement assez majeur de nos habitudes de vie quotidienne, surtout pour la génération des années 70 habituée à l'accès à une énergie abondante, peu chère qui permettait d'améliorer le confort et minimiser l'effort.

Dans tous les scénarios, le nucléaire apporte un soutien utile, *a fortiori* le nucléaire existant. Nous ne sommes pas les seuls à réengager la construction de réacteurs nucléaires. Je suis relativement confiante sur notre capacité à construire des réacteurs qui fonctionnent dans un délai raisonnable. Avec le Délégué interministériel au nouveau nucléaire qui vient d'être nommé, nous avons défini un plan à 2030 et nous travaillons en parallèle sur les énergies renouvelables.

Nous essayons effectivement d'allonger la durée de vie de nos centrales. Cependant, nous ne pouvons pas dire avec certitude qu'à 60 ans, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) estimera que nos 56 réacteurs sont bons pour le service. Aujourd'hui, nos infrastructures donnent des signaux d'usure. Nous devons donc intégrer cette hypothèse. Aux Etats-Unis, la possibilité de porter la durée de vie à 80 ans a été

Notre avenir énergétique se décide maintenant



évoquée, mais pour des centrales qui n'ont pas encore 60 ans et qui n'ont pas été utilisées autant que les nôtres.

Au-delà de l'électricité, la chaleur renouvelable représente une solution intéressante. Nous gagnerons à explorer différentes pistes.

Un participant

L'énergie utilisée dans l'agriculture a très peu été évoquée. Par ailleurs, il faut tenir compte de l'objectif de zéro artificialisation nette.

Un participant

L'Etat et les régions ne devraient-ils pas jouer un rôle plus actif comme sur d'autres grands projets industriels ?

Un participant

Le solaire apparaît comme la solution la plus accessible en Ile-de-France. Cependant, les panneaux photovoltaïques ne sont pas produits en France. Des initiatives sont-elles envisagées ?

Agnès PANNIER-RUNACHER

La stratégie nationale bas carbone vise à réduire les émissions liées à l'élevage (méthane) et aux engrais azotés. L'objectif de zéro artificialisation nette est bien pris en compte. Il faut aussi favoriser les techniques d'agrivoltaïsme relativement éprouvées aujourd'hui.

Nous remettons les élus au cœur de la planification sur la production d'énergies renouvelables. Il faut conjuguer une approche d'organisation territoriale mieux planifiée avec une approche très décentralisée et déconcentrée. L'Etat doit être facilitateur et mettre son expertise à disposition. La démarche doit être nécessairement multi-acteurs.

Sur le solaire, nous essayons de renforcer les règles européennes pour éviter un dumping des producteurs étrangers. Dans France 2030, des financements publics sont prévus pour soutenir des solutions technologiquement avancées. De même, dans le projet de loi d'accélération des EnR, des règles du jeu ont été introduites pour essayer de favoriser les entreprises européennes et françaises plus avancées sur les aspects environnementaux.

Un participant

Dans ce changement de culture, devons-nous conserver le PIB comme seul indicateur de la richesse de la nation ?

Un participant

Le nucléaire génère des déchets dont la durée de vie est de plusieurs centaines de millions d'années. Pouvons-nous laisser ce cadeau empoisonné aux générations futures ?

Notre avenir énergétique se décide maintenant



Agnès PANNIER-RUNACHER

Le PIB mesure la croissance économique et n'a pas vocation à mesurer le bonheur. Nous devons approfondir le sujet des co-bénéfices de cette sobriété, notamment sur la santé, car ils sont nombreux. Ils permettraient aussi d'améliorer l'acceptabilité. Pour que la transition énergétique soit acceptée, elle doit venir des citoyens eux-mêmes.

Toute l'énergie que nous consacrons à la sobriété s'avère utile pour passer l'hiver prochain et surtout pour atteindre nos objectifs climatiques. Cette démarche doit devenir une discipline régulière pour les vingt prochaines années.

Le sujet du nucléaire n'est pas un sujet climatique. Il pose deux questions : la gestion des déchets et la sûreté. De nombreux déchets sont recyclés, mais il reste des déchets à haute activité pour lesquels nous mettons en place des solutions de stockage en profondeur dans des endroits sûrs géologiquement. Aucune énergie n'est sans impact sur nos paysages ou notre biodiversité. Il faut remplacer les énergies à fort impact par des énergies à moindre impact en plaçant le curseur au bon endroit.

7. Conclusion

Agnès PANNIER-RUNACHER

Je vous remercie d'avoir participé à cette réunion de concertation. Sur un sujet éminemment politique, vous avez porté une parole de bon sens, représentative des dilemmes que nous devons affronter. N'hésitez pas à contribuer sur le site. Nous ferons le meilleur usage de vos retours.